



## MAIRIE DE PENCHARD

### CONSEIL MUNICIPAL REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

#### DÉLIBÉRATION N° 06 - 2024

L'an deux mille vingt quatre, le vendredi 5 avril à 19 h 30, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Penchard se sont réunis dans la salle du conseil, sur une convocation qui leur a été adressée par le Maire conformément à l'article L 2121-10 du Code Général des Collectivités en date du 28 mars 2024.

#### Membres présents : 10

Monsieur Marc ROUQUETTE, Madame Géraldine DUPARAY, Monsieur Jérôme QUELLIER, Madame Christine SIEVERT-PERE, Monsieur Guy THOMASSIN, Monsieur Jérémie BARDEAU, Monsieur Patrick CARDONNET, Madame Delphine RODRIGUEZ, Madame Kelvine ROUSSEAU, Madame Hélène NOURRY.

#### Pouvoirs : 5

Pouvoir donné par Monsieur Patrick CONQ à Monsieur Patrick CARDONNET

Pouvoir donné par Madame Valérie BOUR à Madame Géraldine DUPARAY

Pouvoir donné par Monsieur Thomas MORSELLI à Monsieur Jérôme QUELLIER

Pouvoir donné par Madame Camille BENARD à Madame Hélène NOURRY

Pouvoir donné par Monsieur Stéphane BOURGEOIS à Monsieur Jérémie BARDEAU

#### Absents excusés : 0

Secrétaire de séance : Madame Kelvine ROUSSEAU

**Objet:** Compte administratif 2023 - Affectation du résultat

---

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2212-1 et suivants,

**VU** la délibération du Conseil Municipal n° 04 - 2024 du 5 avril 2024 portant approbation du compte administratif pour l'année 2023 qui laisse apparaître un résultat de clôture de l'exercice avec un excédent de fonctionnement de 503 747,96 Euros et un excédent d'investissement de 186 272,12 Euros.

**VU** l'avis de la commission des finances du 29 mars 2024

**VU** les restes à réaliser de l'exercice 2023,

**ENTENDU** l'exposé de Monsieur le Maire

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ**

**A L'UNANIMITÉ DES MEMBRES PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS.**

**DÉCIDE** de laisser affecter les résultats dans leur sections respectives

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Le Maire,  
Marc ROUQUETTE



Le Maire

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.